



Syndicat Force Ouvrière FINANCES
Section locale FO FINANCES62
DDFiP du Pas de Calais 62000 ARRAS

☎ : 06.04.40.51.41

@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web : www.fo-dgfip-sd.fr/062/

" Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu " Bertolt Brecht

CDAS du 24 mai 2019

Déclaration liminaire

Madame la Présidente, ce CDAS se tient dans un contexte social difficile.

Les conflits en cours à la DGFIP et à la Douane sont révélateurs d'un profond malaise dans les services des ministères économiques et financiers.

Les résultats de la grève du 14 mars 2019, pour laquelle 58% des agents de la DDFIP du Pas-de-Calais se sont mobilisés, ou plus récemment ceux de la grève du 9 mai 2019, où les agents de la DGFIP étaient encore nombreux à manifester leur mécontentement face aux réformes, témoignent d'un « ras-le-bol » généralisé.

Parallèlement à ces chiffres, intéressons-nous au compte-rendu de l'observatoire interne 2018, communiqué sur le site Ulysse. Ce rapport est alarmant : progression de la valeur moyenne du stress, démotivation, pessimisme quant à leur avenir au sein de la DGFIP.. les agents sont au plus mal !

Tout cela, Mme la Présidente, n'est que la conséquence de la politique de la direction générale, qui impose des suppressions d'emplois insoutenables, ainsi que des regroupements et fermetures de services à tour de bras. Et il n'est pas difficile de deviner que le projet de « géographie revisitée », dont nous attendons toujours désespérément communication dans le Pas-de-Calais, ne va pas mettre fin à cette tendance.

Par ailleurs, est-il encore besoin de rappeler que le pouvoir d'achat des actifs et des retraités des ministères économiques et financiers pâtit, comme pour une grande majorité de la population, de la politique d'austérité imposée par le gouvernement ?

Un malheur n'arrivant jamais seul, au-delà de ces réformes, c'est bien une attaque sans précédent contre l'ensemble des fonctionnaires qui est à l'œuvre aujourd'hui. En témoignent les discussions en cours sur le projet de loi de la transformation de la fonction publique, ou encore les campagnes de désinformation médiatiques à l'encontre des fonctionnaires.

Les réformes ministérielles en cours et à venir ont et vont encore avoir des conséquences désastreuses pour la vie professionnelle et familiale des agents, qui les subissent de plein fouet et sont aujourd'hui épuisés et plus anxieux que jamais.

Dans ce sinistre contexte, les besoins de soutien et d'aides sont particulièrement importants. et nécessitent un renforcement des moyens budgétaires de l'action sociale ministérielle. Or, sans concertation et de façon arbitraire, une réserve budgétaire de 5 % a été appliquée à l'ensemble des budgets des CDAS. Ce coup de rabot conduit à une baisse du budget 2019 de 4 724 € pour notre département.

De même, l'actualité du Brexit impacte fortement les implantations douanières : augmentation du nombre d'agents gérés dans la délégation, augmentation des crédits utilisés pour l'aménagement de coins repas...

Ou comment toujours faire plus avec moins... Il est vrai que les MEF deviennent des champions en la matière !

FO Finances 62 demande donc l'abondement des crédits d'action locale du département, afin de compenser ces augmentations de dépenses qui pèsent sur le budget de l'Action Sociale du Pas-de-Calais.

Il est par ailleurs essentiel de rappeler que nous ne pouvons maintenir une action sociale efficace et qualitative sans pérenniser le réseau de délégations départementales. Il devient urgent d'arrêter les suppressions d'emplois des assistants de délégation.

Pour finir, Madame la Présidente, à l'occasion de ce premier CDAS réunissant la nouvelle mandature suite aux élections professionnelles 2018, nous espérons que vous pourrez nous apporter des informations quant au dispositif de formation des nouveaux représentants des CDAS, prévu par le CNAS du 29 mars 2019.

FO Finances réaffirme son attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes de tous les agents.

FO Finances réaffirme également sa volonté de garantir l'action sociale comme une priorité des politiques ministérielles.

Les représentants **FO FINANCES 62**

Titulaires : Sandrine BONET, Yannig BOURGAIN, Sophie CLETON

Suppléants : Valérie CADET, Clément HANQUEZ, Gautier LEDOUX